



GRUPE D'ÉVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE
DES INITIATIVES DES SOMMETS DES AMÉRIQUES (GRIC)
Sixième réunion ordinaire de 2022
15 septembre 2022
Format virtuel

OEA/Ser.E
GRIC/O.6/doc.35/22
18 novembre 2022
Original: espagnol

RAPPORT FINAL

La Sixième réunion ordinaire du Groupe d'évaluation de la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques (GRIC) de 2022 s'est déroulée en format virtuel le 15 septembre. Dans le cadre de cette première réunion ordinaire du GRIC pour la phase de mise en œuvre du Neuvième Sommet des Amériques, ont été examinés le Calendrier conceptuel et procédures de travail de cette nouvelle phase ainsi que les offres et les recommandations des institutions membres du Groupe de travail mixte sur les Sommets (GTCC) portant sur la mise en œuvre et le suivi des mandats adoptés lors du Sommet et ont été portées à la connaissance des participants des informations sur les activités réalisées pour renforcer la participation de la société civile au Processus des Sommets des Amériques et en tant que partie prenante de la phase préparatoire du Neuvième Sommet.

Monsieur Kevin O'Reilly, Coordinateur national des États-Unis pour les Sommets des Amériques et Président de la réunion du GRIC, a souhaité la bienvenue aux coordinateurs nationaux du Processus des Sommets et aux représentants des institutions membres du GTCC. La liste des participants a été publiée sous la cote [GRIC/O.6/doc.34/22 rev. 1](#).

Allocution d'ouverture de Monsieur Kevin O'Reilly, Coordinateur national des États-Unis pour le Processus des Sommets

Le Président de la réunion, Monsieur Kevin O'Reilly, a remercié les délégations pour leur dévouement et leur travail en collaboration, ce qui a permis l'adoption des cinq documents par les dirigeants du Continent américain. Il a souligné que les documents sur la santé, l'énergie, le climat, la transformation numérique et la gouvernance démocratique établissent des programmes qui permettent de s'attaquer aux défis auxquels est confrontée la région. À cet égard, il a rappelé aux délégations que l'objectif fondamental du GRIC est la mise en œuvre de ces engagements. De même, il a mis l'accent sur le fait que la réunion serait ciblée sur les plans de suivi du Neuvième Sommet, un processus où il collaborera avec d'autres acteurs et d'autres entités membres du GTCC.

Allocution du Secrétariat général de l'OEA, en la personne de l'Ambassadeur James Lambert, Secrétaire aux questions continentales

L'Ambassadeur James Lambert, au nom du Secrétaire général de l'OEA, a salué la Présidence et l'a remerciée pour sa gestion d'un processus de dialogue à l'échelle régionale qui a mené à la réalisation d'un Neuvième Sommet couronné de succès. Il a également remercié les États et, en particulier, les coordinateurs nationaux des Sommets, soulignant leur participation au processus de négociation des mandats. Il a salué les entités membres du GTCC pour leur vif intérêt à fournir une orientation technique pour l'identification des priorités pour l'ordre du jour du Sommet et pour les contributions qu'elles ont apportées au GRIC. Il a également mis en lumière l'engagement du Secrétariat aux Sommets de soutenir la Présidence et de continuer à renforcer la participation des

entités membres du GTCC, de la société civile et des acteurs sociaux au Processus des Sommets. Il a également affirmé que les mandats adoptés à Los Angeles constituent un cadre d'action pour traiter les problèmes les plus pressants du Continent américain, comme le sont les menaces contre la démocratie, la crise climatique et le manque d'accès équitable aux opportunités économiques, sociales et politiques et il a ajouté que cette réunion est censée être le commencement d'un processus de suivi structuré. Il a souligné que la deuxième réunion ministérielle du GRIC qui se tiendra lors de la cinquante-deuxième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'OEA, à Lima, est l'occasion de rechercher une convergence des programmes propres à répondre aux besoins de la région et il a insisté sur l'importance de la Déclaration sur la migration annoncée par la Présidence à Los Angeles afin de mettre au point un langage commun pour la gestion des flux migratoires des Amériques. L'allocution du Secrétaire aux questions continentales a été publiée sous la cote GRIC/O.6/INF.11/22.

1. Présentation du calendrier conceptuel et des procédures de travail proposés dans le cadre de la mise en œuvre du Neuvième Sommet des Amériques

Monsieur Kevin O'Reilly a annoncé que les commentaires des délégations permettraient de terminer le calendrier et les procédures de travail qui seront soumis, pour adoption, à la réunion ministérielle du GRIC qui se tiendra à Lima lors de l'Assemblée générale. Il a rappelé aux délégations que les modalités de mise en œuvre seraient déterminées par la nature des documents adoptés au Neuvième Sommet, étant donné certains d'entre eux établissaient des mandats en vue de futures négociations et que d'autres précisaient déjà des actions concrètes.

Concernant le document sur la démocratie, le Président a proposé de former un groupe ad-hoc chargé de coordonner sa mise en œuvre et de faire rapport sur celle-ci. Concernant le document sur la transformation numérique, il a proposé de concentrer les activités de suivi sur les mécanismes existants, tels que les rencontres de la CITEEL et de la Banque interaméricaine de développement (BID). S'agissant du Plan d'action de la santé, il a suggéré de créer un groupe de techniciens chargés de négocier le document et de le terminer avant le milieu de l'année. Enfin, aussi bien pour le document sur l'avenir vert que pour celui sur l'énergie, il a proposé la création de groupes ad-hoc chargés de mutualiser de bonnes pratiques et d'envisager des possibilités de coopération et de coordination des politiques.

Par ailleurs, Monsieur Kevin O'Reilly a indiqué que tous ces groupes tiendraient des réunions au moins une fois par trimestre et qu'ils feraient rapport au GRIC, qui les guiderait et serait responsable de superviser et de promouvoir la mise en œuvre des mandats du Neuvième Sommet. Il a également affirmé que, dans toutes les réunions, la participation des différentes parties intéressées par le Processus des Sommets serait encouragée. L'intervention de Monsieur Kevin O'Reilly a été publiée sous la cote GRIC/O.6/INF.14/22.

Commentaires des délégations

La Coordinatrice nationale des Sommets de la Jamaïque, l'Ambassadrice Janice Miller, a dit que sa délégation n'avait pas de problèmes avec le calendrier proposé et qu'elle était reconnaissante pour les informations données concernant les prochaines rencontres, en particulier la réunion ministérielle du GRIC. S'agissant des procédures de travail, elle a voulu savoir si la Présidence, en collaboration avec le Secrétariat aux Sommets, pourrait fournir une matrice indiquant les actions qui exigeraient un suivi ainsi qu'un calendrier des réunions des groupes de travail. Elle a également

demandé quelles étaient les responsabilités des ministres chargés des thèmes abordés, notamment s'ils participeraient à la négociation ou à la présentation des rapports.

Le Coordinateur national adjoint du Panama, Monsieur Giancarlo Soler Torrijos, s'est réjoui du succès remporté par le Neuvième Sommet et a indiqué que les documents adoptés étaient en train d'être communiqués aux institutions nationales et d'être examinés par celles-ci.

Monsieur Álvaro Salcedo, de la délégation du Pérou, a exprimé sa satisfaction pour la proposition de mise en œuvre des engagements adoptés par le Neuvième Sommet ainsi que pour le format de réunions trimestrielles qui a été proposé. Il s'est également réjoui de la décision d'incorporer les techniciens des ministères aux conversations et a demandé à ce que la société civile et la jeunesse participent au processus. Il a demandé si la mise en œuvre se ferait d'une manière similaire à la négociation préalable à Los Angeles, à savoir avec les coprésidences, ou si ce serait les États-Unis qui seraient chargés de la présidence des groupes.

Le Coordinateur national des Sommets du Guyana, l'Ambassadeur George Talbot, était du même avis que la Coordinatrice de la Jamaïque, quant à la nécessité de disposer d'une matrice et d'un calendrier. Il a également fait savoir qu'il appuyait l'engagement de négociations sur le Plan d'action de la santé. S'agissant de la réunion ministérielle du GRIC, il a demandé quel était l'ordre du jour même s'il avait compris que l'un de ses objectifs serait l'approbation du calendrier.

Le Coordinateur national de Trinité-et-Tobago, l'Ambassadeur Anthony Phillips-Spencer, a souligné ce qu'il considère comme étant les trois priorités pour les Caraïbes et leur relation avec les documents du Sommet : la sécurité énergétique, l'accès au financement, y compris le financement climatique, et la sécurité alimentaire. Il a également indiqué l'intérêt de sa délégation pour ce qu'a mentionné la Présidence à propos de la promotion du dialogue interparlementaire.

Le Coordinateur national du Chili, l'Ambassadeur René Mauricio Hurtado Navia, a demandé que l'on envisage d'établir des délais précis afin que les États disposent du temps nécessaire pour l'élaboration des propositions, surtout compte tenu des efforts qu'implique la constitution des groupes ad-hoc alors que les instances techniques travaillent déjà probablement sur ces thèmes dans d'autres forums. De même, il a demandé comment seraient recueillies les données et les bonnes pratiques qui seront mises en commun et comment seraient convoquées les parties intéressées et quelle serait la méthode pour la participation des instances techniques. Il a, lui aussi, appuyé la demande de la Jamaïque concernant les matrices et le calendrier.

Le Coordinateur national du Canada, l'Ambassadeur Hugh Adsett, a souligné l'utilité des groupes techniques tout en appuyant ce qu'a dit la délégation de la Jamaïque à propos de la nécessité de disposer d'un calendrier. Il a également demandé que soient élaborées les règles de procédure relatives au format pour la création de documents et suggéré une déclaration claire sur le fait que les réunions qui se tiendront ne modifieraient pas les documents déjà approuvés mais qu'elles s'occuperaient de leur mise en œuvre.

Pour sa part, le Coordinateur national adjoint de l'Uruguay, l'Ambassadeur Gustavo Álvarez, a demandé que soit distribué un document indiquant les activités proposées pour la mise en œuvre dans le cadre des groupes de travail afin que celui-ci soit examiné par la réunion ministérielle du GRIC.

L'Ambassadrice Luz Elena Baños Rivas, Représentante permanente du Mexique près l'OEA, a fait allusion à la diversité des documents issus du Neuvième Sommet et s'est référée au suivi de ces quatre documents qui ont été adoptés pendant le Sommet mais qui n'ont pas été négociés dans le cadre du GRIC. Par ailleurs, elle a parlé des difficultés de financement des mandats existants dans le cadre de l'OEA. À cet égard, elle a appelé à établir des priorités parmi les mandats du Sommet et à les harmoniser ainsi qu'à évaluer leurs modes de financement. Elle a également souligné qu'une partie des activités du GTCC pourrait se concentrer sur la gestion de ressources à cette fin. Puis, elle a insisté sur le fait que, même s'ils avaient négocié en tenant compte du fait que le Processus des Sommets et l'OEA ne sont pas la même chose, plusieurs mandats du Sommet, si seraient mis en œuvre dans le cadre de l'OEA. Enfin, elle a réitéré l'engagement du Mexique de s'acquitter de tous les engagements et a demandé de définir la modalité de la participation institutionnelle des États.

Le Coordinateur national adjoint de la Bolivie, l'Ambassadeur Héctor Arce, a demandé quel était le mécanisme de mise en œuvre qui avait été prévu pour les documents et a appuyé ce qu'a dit la délégation du Mexique à propos des activités réalisées dans le cadre de l'OEA. Il s'est également référé au mandat du Neuvième Sommet relatif aux missions d'observation des élections et a insisté sur l'importance de le faire respecter.

Le Coordinateur national du Brésil, l'Ambassadeur Christian Vargas, a demandé une précision à propos de ce qu'a dit la Présidence concernant la négociation de quatre plans d'action, étant donné que, à l'exception du document relatif à la santé, les autres semblent déjà être des plans d'action à part entière. De même, concernant la mise en œuvre proprement dite, il s'est référé à la nécessité d'engager un dialogue sur les mécanismes de mise en œuvre. S'agissant de la création de groupes techniques, il a demandé à ce que leurs objectifs soient établis clairement et a considéré qu'il serait peut-être préférable que le GRIC facilite des réunions ou des initiatives spécifiques auxquelles participeraient les autorités nationales afin de générer des synergies. À cet égard, il a cité un exemple concernant l'énergie selon lequel les autorités nationales chargées de la planification énergétique pourraient se réunir, échanger de bonnes pratiques et élaborer un rapport technique sur l'état des lieux et sur les mesures déjà mises en œuvre sans qu'il soit nécessaire de créer un groupe. Il a affirmé qu'il fallait continuer à réaliser des ajustements dans le document afin de parvenir à une feuille de route susceptible d'être approuvée par la réunion ministérielle du GRIC. Enfin, il a proposé que le GRIC établisse le relevé des documents déjà convenus afin d'identifier des actions collectives et de se consacrer à celles-là.

Le Représentant par intérim du Paraguay près l'OEA, Monsieur Raúl Mariano Martínez Villalba, a indiqué qu'ils ne voyaient aucun inconvénient à la proposition de la Présidence et a insisté sur le fait que, même s'ils partageaient le point de vue du Brésil concernant les ajouts au document, il était important que le calendrier et la méthode de travail soient approuvés par la réunion ministérielle du GRIC.

La Coordinatrice nationale adjointe de l'Argentine, Madame Mariana Mantecón Fumadó, a demandé des informations supplémentaires concernant le déroulement des négociations. S'agissant du document sur la santé, elle a appuyé la création d'un groupe technique et, pour les autres documents, elle a dit qu'ils se demandaient quels étaient les mandats à mettre en œuvre, surtout, sachant qu'il y avait des mandats qui étaient déjà abordés dans d'autres forums. À cet égard, elle a proposé d'analyser de nouveau les documents adoptés afin d'identifier les paragraphes qui constituent des possibilités de coopération.

Le Coordinateur national de la République dominicaine, le vice-ministre chargé de la politique extérieure multilatérale, l'Ambassadeur Rubén Silie, a souligné le succès remporté par le Neuvième Sommet et a cité plusieurs politiques nationales mises en application en matière de transformation numérique. Enfin, il a insisté sur l'importance d'entamer un processus de mise en œuvre synchronisé et a appuyé la suggestion du Brésil ayant trait à la présentation de rapports par les groupes ad-hoc ainsi que la proposition de la Présidence ayant trait à la réalisation de réunions trimestrielles.

Le Président du GRIC, Monsieur Kevin O'Reilly, a remercié les délégations pour leurs interventions et a rappelé qu'aussi bien le GRIC que le Processus des Sommets n'interviennent pas au sein de l'OEA mais qu'ils encouragent un travail coordonné avec l'Organisation. De même, il a souligné que lors du Neuvième Sommet ont été annoncées certaines initiatives qui, dans plusieurs cas, concernent une partie de leurs membres. Puis il a expliqué que la modalité de mise en œuvre refléterait la nature distincte de chaque document et que ce ne sont pas tous ces documents qui relèvent des domaines d'activités de l'OEA.

Concernant la question posée par la Jamaïque quant au rôle des ministres au sein des groupes de travail, il a souligné qu'ils se chargeraient de prendre note de ces processus et de désigner leurs experts pour les conversations.

Concernant d'autres forums multilatéraux qui abordent déjà les thèmes des documents, il a souligné que l'objectif n'est pas de faire double emploi mais de faire en sorte que les experts qui travaillent sur ces questions informent de leurs activités et contribuent à ce que l'on parvienne à mettre au point des approches aux défis mondiaux, notamment en étudiant la possibilité d'élever les niveaux d'ambition au niveau régional.

En ce qui concerne l'objectif de la prochaine réunion ministérielle du GRIC, il a réitéré que cette réunion avait l'intention d'adopter un calendrier conceptuel et, dans ce sens, il a annoncé que celui-ci serait mis à jour en accord avec les commentaires des délégations et il a également dit qu'il devait être considéré comme un document évolutif. De même, il a affirmé que la Présidence s'efforcerait d'introduire un plus grand nombre de précisions dans le document avant de le soumettre à la réunion ministérielle du GRIC et a demandé aux délégations de lui faire parvenir leurs commentaires, par écrit, dans les dix prochains jours, afin de les incorporer au calendrier.

Enfin, comme il n'y avait pas d'autres commentaires de la part des délégations, Monsieur Kevin O'Reilly a estimé que le document était approuvé et a indiqué qu'il s'agissait d'un cadre de base en matière de procédures sur lequel on continuerait à travailler.

2. Offres et recommandations institutionnelles du GTCC pour la mise en œuvre des engagements du Neuvième Sommet

Monsieur Kevin O'Reilly a présenté ce point de l'ordre en soulignant que le GTCC joue un rôle clé dans le Processus des Sommets, ce qui a été mis en évidence dans les préparatifs du Neuvième Sommet. De même, il a fait ressortir que ses institutions montrent un engagement renouvelé de coordination et de soutien dans cette phase de mise en œuvre, ce dont témoigne la déclaration qu'elles ont signée en juin à Los Angeles. Puis il a invité les délégations à prendre la parole.

Le Secrétaire aux questions continentales, l'Ambassadeur James Lambert, au nom de l'OEA, en sa qualité de Présidente du GTCC en la personne du Secrétaire général, Monsieur Luis Almagro, a exprimé la satisfaction du GTCC d'avoir participé aux préparatifs du Neuvième Sommet et il a réitéré que le Groupe était prédisposé à continuer d'aider pendant la phase de mise en œuvre, ce qui, a-t-il souligné, est mis en évidence dans la Déclaration conjointe du GTCC signée lors du Neuvième Sommet. Il a mis l'accent sur le fait que les entités membres du Groupe ont amélioré leurs niveaux de coordination depuis le Huitième Sommet avec la signature du Mémoire d'entente interinstitutionnel. Il a souligné l'utilité du Groupe, laquelle a été mise en évidence dans ses réunions de haut niveau convoquées par le Secrétaire général de l'OEA, Monsieur Almagro, en coordination avec la Directrice de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), la Docteure Carissa Etienne, dans le contexte de la crise sanitaire. Il a également mis en lumière que les institutions possèdent des connaissances techniques qui recouvrent les cinq thèmes du Sommet, comme c'est le cas de l'OEA, qui a des programmes et des capacités techniques dans tous les domaines. De même, il a dit être disposé à apporter son aide pour le traitement des questions relatives aux migrations et à la coopération économique.

Monsieur Fabrizio Operti, Directeur du Secteur de l'intégration et du commerce de la BID, a réaffirmé son engagement à soutenir les pays afin qu'ils progressent dans la mise en œuvre des mandats du Neuvième Sommet, en mettant à profit les connaissances techniques de la Banque et ses offres d'assistance. D'autre part, il s'est référé à l'intégration régionale et à la relation étroite de la BID avec le Processus des Sommets et a souligné les bénéfices de l'intégration commerciale pour la croissance économique. À cet égard, il a mis en lumière le caractère pragmatique et réaliste des documents du Neuvième Sommet et des recommandations en matière d'intégration du Dialogue des entrepreneurs des Amériques.

La Directrice adjointe de l'OPS, Madame Mary Lou Valdez, a souligné que le document sur la santé contient trois priorités régionales qui avaient été identifiées auparavant par les États membres de l'OPS et à l'Assemblée générale de l'OEA en 2021 : la résilience grâce à la préparation, la résilience en matière de capacité de production et d'approvisionnement et la résilience des systèmes de santé et des sociétés. Elle s'est également référée aux documents issus du Neuvième Sommet qui font partie des priorités de l'OPS, tels que la Déclaration sur la migration et la protection, l'Initiative « *En Manos de Ella* » et « *Americas RISE for Health* ». Enfin, elle a indiqué que l'OPS est prête à apporter une assistance technique aux États.

Madame Raquel Artecona, Fonctionnaire en charge du Bureau de Washington, D.C. de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), a mis l'accent sur la proximité entre les mandats du Neuvième Sommet et les axes de travail de la Commission. Elle a également réaffirmé l'engagement de l'institution et de son nouveau Secrétaire exécutif de soutenir la réalisation des mandats. Ensuite, elle a donné des détails sur le travail que réalise actuellement la CEPALC dans les thèmes des documents du Neuvième Sommet : pour ce qui est du document sur la transformation numérique, elle a souligné que la Commission fait office de secrétariat technique de la Conférence ministérielle de la Société de l'information de l'Amérique latine et des Caraïbes dont la prochaine réunion se tiendra en novembre 2022 en Uruguay, de même que celle du Forum des planificateurs énergétiques qui se tiendra en décembre de cette année. Pour ce qui est des mandats relatifs à la transformation énergétique, elle a mis en lumière les travaux de la CEPALC concernant l'exploitation du lithium.

Le Directeur de la Division pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Secrétariat aux relations mondiales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Monsieur José Antonio Ardavín, était, lui aussi, d'accord quant à la nécessité que le GTCC facilite la mise en œuvre des mandats en s'efforçant d'éviter les doubles emplois. Il a expliqué que l'OCDE, en tant qu'organisation qui se consacre à analyser, comparer et échanger de bonnes pratiques en matière de politiques publiques et qui a une forte présence dans le Continent américain, a des priorités largement conformes à celles du Neuvième Sommet, comme la productivité, l'inclusion sociale, la gouvernance et la durabilité environnementale. Puis il a fait allusion aux réunions ministérielles de l'OCDE et à l'existence de mécanismes de dialogue entre les institutions membres du GTCC et a proposé de mettre au point un calendrier commun de manifestations afin de promouvoir les synergies. Il a également mis l'expérience de l'OCDE en matière d'identification des bonnes pratiques à la disposition du GRIC.

Par ailleurs, il a annoncé que l'OCDE enverrait des précisions sur la manière dont elle pourrait contribuer à la mise en œuvre des mandats et a donné un aperçu de quelques points : en matière de démocratie, il a proposé d'étendre la réalisation des enquêtes sur la confiance des citoyens dans leurs gouvernements; s'agissant des questions d'énergie et d'environnement, il a ciblé le nouveau pilier, la durabilité environnementale, de l'Organisation et une réunion ministérielle qui se tiendra sur cette question; concernant les questions de santé, il a annoncé qu'ils présenteraient un document sur la région; enfin, concernant la transformation numérique, il a mis l'accent sur la boîte à outils mise au point en collaboration avec la BID et les recommandations en matière d'intelligence artificielle et de connectivité large bande.

Madame Darran Newman, Conseillère du Vice-président des opérations de la Banque de développement des Caraïbes (BDC), a souligné qu'ils travaillent en collaboration avec les pays de la région afin de parvenir à mettre en œuvre les engagements. Elle a également insisté sur le fait que, d'une manière générale, les engagements étaient en harmonie avec les axes de travail de la Banque, notamment en ce qui concerne l'efficacité énergétique, les chaînes de valeur et le financement climatique. Elle s'est également référée à l'importance des investissements du secteur privé en faveur du développement. À propos du document sur l'avenir vert, elle a souligné que la BDC s'occupe déjà des questions de conservation et de restauration de la résilience climatique ainsi que de la protection et de la récupération des écosystèmes côtiers et de l'agriculture. Enfin, elle a réitéré l'engagement de la BCD d'aider les États comme en témoigne la Déclaration conjointe du GTCC signée lors du Neuvième Sommet.

Madame Maaret Cañedo, du secteur de la Mobilisation des ressources et des partenariats de l'Organisation internationale du Travail (OIT), a souligné qu'ils vont, eux aussi, dans le même sens que ce que contiennent les documents, en particulier ce qui concerne l'élimination du travail des enfants et le travail forcé, la promotion du dialogue et la justice sociale. Elle a également mis en lumière le rôle de l'OIT dans la promotion de la participation de la société civile aux questions ayant trait au travail décent, à la réalisation professionnelle, et à la non-discrimination ainsi qu'aux Objectifs de développement durable (ODD) et dans la promotion du dialogue social en particulier en faveur des femmes, des peuples autochtones, des personnes d'ascendance africaine et des groupes historiquement marginalisés. Enfin, elle a mis l'expérience et les connaissances de l'OIT en matière de transformation énergétique et de l'avenir du travail à la disposition du GRIC.

Madame Margaret Zeigler, membre de la délégation de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), a dit que le document sur l'avenir vert contient une recommandation précise à l'intention de l'IICA, à savoir le renforcement du rôle des parties prenantes du secteur agricole et

l'invitation à présenter ses recommandations dans une réunion des ministres de l'agriculture. Elle a souligné que l'Institut y travaille déjà et qu'il y associerait des institutions de financement climatique destiné au secteur agricole. De même, elle a annoncé que la réunion se concentrerait sur la sécurité alimentaire respectueuse du climat.

Monsieur Kevin O'Reilly a remercié les instances membres du GTCC pour leur soutien au Processus des Sommets et a souligné qu'il leur serait très reconnaissant de lui faire parvenir de nouvelles contributions, par écrit, et il a invité les délégations du GRIC à faire des commentaires sur les exposés.

Commentaires des délégations

Le Coordinateur national du Canada, l'Ambassadeur Hugh Adsett, a remercié les instances membres du GTCC pour leurs observations et leurs recommandations et a souligné la nature inclusive du processus de négociation des documents du Neuvième Sommet. Il a également remercié de leurs efforts l'Ambassadeur Lambert et Madame María Celina Conte, Directrice du Secrétariat aux Sommets, en particulier s'agissant de la participation des organisations de femmes au Processus des Sommets.

3. Rapport du Secrétariat aux Sommets sur les activités réalisées afin de renforcer la participation de la société civile au Processus des Sommets des Amériques et en tant que partie prenante des préparatifs du Neuvième Sommet des Amériques

Madame María Celina Conte, Directrice du Secrétariat aux Sommets des Amériques, a souligné que le Processus des Sommets est un exercice démocratique dans lequel se manifestent les aspirations des citoyens du Continent américain et, de ce fait, la participation des organisations de la société civile et des acteurs sociaux s'avère fondamentale. Puis elle s'est référée à quelques mécanismes développés par le Secrétariat aux Sommets pour faciliter la participation de ces acteurs, tels que les conversations préparatoires visant à promouvoir les échanges et la formulation de recommandations sur les priorités nationales et régionales, la création de groupes de travail techniques sous-régionaux afin de présenter des recommandations pour les projets d'engagements politiques lors du Dialogue continental et l'organisation, conjointement avec le pays hôte du Neuvième Sommet, du Forum de la société civile et du Dialogue avec les représentants gouvernementaux de haut niveau. Elle a également mis en lumière le projet soutenu par le Gouvernement canadien sur, notamment, le renforcement de la participation des organisations de femmes au Processus des Sommets. Son intervention a été publiée sous la cote GRIC/O.6/INF.12/22.

Le Président du GRIC, Monsieur Kevin O'Reilly, a remercié la Directrice et le Secrétariat aux Sommets de leur soutien au Processus du Neuvième Sommet. Il a également souligné que, étant donné que le GRIC veille à ce que l'inclusion sociale et la reddition de comptes soient les thèmes centraux de la prochaine Assemblée générale, les priorités soumises par la société civile continueront à être hautement pertinentes pour les activités des États.

4. Observations finales et clôture de la réunion

Comme il n'y avait pas d'autres commentaires, la Présidence a remercié les délégations pour leur participation. Elle a aussi remercié les entités membres du GTCC pour leur présence et leur rôle dans la mise en œuvre des mandats des Sommets et elle a souligné les efforts déployés par le Secrétariat aux Sommets afin d'appuyer la Présidence. Avant de conclure, elle a annoncé que le Sommet des villes se tiendrait à Denver (Colorado) en avril 2023 et qu'elle espère collaborer avec les délégations en vue de cette manifestation.

Le 15 septembre 2022, à 12 h 13, la Présidence a déclaré la clôture de la réunion.